



« ennemi » n'est ni le terrorisme ni l'Islam, mais bien l'« Islam militant », défini comme une interprétation « terroriste » de l'Islam. L'« Islam militant » ne naît pas de la pauvreté ou de considérations politiques, qui sont considérées comme de simples irritants, mais plutôt d'une angoisse existentielle collective vis à vis de ce qui est perçu comme un déclin de l'Islam par rapport à l'Occident. Selon cet argument, il faut détruire l'idéologie « militante islamique » pour combattre le terrorisme. Et il faut parallèlement appuyer l'Islam modéré et les musulmans modérés. L'« Islam militant » a deux dimensions : une dimension militaire et une dimension politique. Alors que les gouvernements occidentaux ont commencé à combattre les éléments militaires de cette idéologie, de nouvelles mesures sont requises pour s'attaquer aux aspects politiques. Outre qu'elles réprimeraient les groupes « islamiques militants », les mesures serviraient, entre autres, à éliminer les sources de financement et de recrutement pour ces organisations<sup>13</sup>.

Toutefois, pour un grand nombre, on ne saurait éradiquer les idéologies « militantes » et le terrorisme en défaisant militairement ces mouvements; toute solution à long terme commande une stratégie plus globale. Premièrement, les Occidentaux doivent approfondir leur connaissance de l'Islam. Un appui pourrait aussi être fourni aux musulmans modérés qui s'efforcent de supprimer le terrorisme. Le soutien de la sensibilisation des musulmans à leurs droits

à l'intérieur de l'Islam, combiné à des activités d'éducation et de sensibilisation plus poussée à la réalité islamique en Occident, pourrait faire partie d'une stratégie globale destinée à tarir les mouvements extrémistes<sup>14</sup>.

De plus, les décideurs occidentaux doivent accorder plus d'attention aux implications religieuses des développements politiques. En particulier, le fondamentalisme doit être compris dans son contexte plus large. Plutôt que de le considérer comme un « retour aux sources », il faut y voir un phénomène moderne qui vient de la crainte d'annihilation par la société séculière. Dans un grand nombre de pays musulmans (et ailleurs), les programmes de modernisation et de sécularisation ont été vus comme des tentatives de privatiser de force les pratiques religieuses. Ce qui, en retour, a été interprété comme une tentative « officielle » de promouvoir la pratique de la religion d'une manière qui perturbe les traditions établies. Il peut être dangereux de réprimer les mouvements fondamentalistes, puisque cela peut renforcer la conviction que ces mouvements sont assiégés<sup>15</sup>.

### *Facteurs socio-économiques*

Pour les tenants de l'explication socio-économique, les disparités mondiales sont fondamentalement incompatibles avec la sécurité mondiale. Selon certains, plutôt que d'être une cause secondaire d'un apparent « choc » entre l'Islam et l'Occident, la pauvreté et le mécontentement qu'elle engendre en sont la cause première. Ce fossé entre riches et pauvres

<sup>13</sup> Daniel Pipes (2002), « Militant Islam Reaches America: Presentation to the Department of Foreign Affairs and International Trade », disponible en vidéo sur le site du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère ([www.cfp-pec.gc.ca](http://www.cfp-pec.gc.ca)). Voir aussi Daniel Pipes, interview vidéo lors de la Journée de réflexion sur le Canada et le monde islamique (2002), également disponible sur le site du Centre; et Daniel Pipes, *Militant Islam Reaches America* (New York, W. W. Norton, 2002).

<sup>14</sup> Riffat Hassan, interview vidéo lors de la Journée de réflexion sur le Canada et le monde islamique (2002), disponible sur le site du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère ([www.cfp-pec.gc.ca](http://www.cfp-pec.gc.ca)).

<sup>15</sup> Voir le résumé des propos de Karen Armstrong (2002) sur le site du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère ([www.cfp-pec.gc.ca](http://www.cfp-pec.gc.ca)). On peut aussi y visionner la présentation de M<sup>me</sup> Armstrong au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.